

# **NON A LA HAUSSE DU DÉLAI DE CARENCE ET A LA BAISSSE DES INDEMNITÉS MALADIE**

## **Une fois de plus, les fonctionnaires sont la cible du gouvernement**

A la recherche d'économies pour boucler le budget 2025, le gouvernement matraque et stigmatise à nouveau les fonctionnaires, en qualifiant d'"absentéisme" leurs arrêts maladie. Les mesures annoncées dès 2025 sont le passage de 1 à 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie et l'abaissement du traitement de 100% à 90% lors de l'arrêt.

## **Les fonctionnaires : des travailleur·euses fragilisé·es**

Les AED, les AESH et les enseignant·es sont en contact d'enfants et d'adolescent·es à longueur de journée, dans des classes toujours plus chargées, et sont donc particulièrement exposé·es aux maladies transmissibles. Inciter les travailleurs et travailleuses à continuer à avoir des contacts quand ils et elles sont malades est un non sens. Cette réduction de la protection sociale aura également un impact dramatique sur la prévention médicale : des pathologies bénignes ou guérissables si prises à temps risquent de s'aggraver ou d'être découvertes à un stade plus avancé.

## **Des mesures validistes, injustes socialement et sexistes**

Ces mesures touchent d'abord les personnels dont la santé est la plus fragile, notamment les agent·es en situation de handicap et les agent·es les plus âgé·es. De même, elles ne vont qu'aggraver des inégalités révoltantes : les personnes des catégories populaires, qui ont déjà moins recours à la médecine préventive, ont une espérance de vie inférieure aux catégories sociales favorisées.

Ces mesures sont aussi sexistes quand on sait que l'endométriose touche plus de deux millions de femmes et que la maladie ne fait pas partie des affections de longue durée permettant de supprimer le délai de carence, ce qui engendre d'ores et déjà des pertes financières importantes pour celles qui en sont victimes.

## **Marche ou crève, et souffre en silence**

Voilà la société que ce gouvernement et ses allié·es fascistes veulent nous imposer et c'est cela qu'il nous faut combattre. Pour la santé des personnels et pour la santé publique en général, nous voulons :

- La mise en place d'une véritable médecine de prévention dans l'éducation nationale ;
- Une augmentation des moyens de santé, en particulier pour les hôpitaux publics qui souffrent depuis des années de manque de personnels et de manque de moyens ;
- Des mesures favorisant l'implantation de centres de santé partout sur le territoire.

Luttons pour la suppression de tout jour de carence, pour la retraite à 60 ans maximum, pour la gratuité des soins et un service public de qualité, pour l'augmentation des salaires et allocations pour les personnes qui ne peuvent pas travailler. Luttons pour reconquérir des droits sociaux et l'autorisation de rêver à un monde qui ne soit pas celui du "marche ou crève" mais celui de l'entraide, du partage et de la solidarité.